15e année - N° 131 L'ex. 0,90 F. 25 janvier 1966

CONTRE COURANT

Le périodique de la question sociale

Bois de Germain DELATOUSCHE

Médecine et Étatisme par le Docteur H. HERSCOVICI (page 7)

AUX COMPAGNES ET COMPAGNONS DE ROUTE

Lueurs sur la prospection

A la suite de l'appel pour l'opération « Boule-de-Neige », huit cents et quelques adresses ont été recueillies. Sur de nombreuses listes figuraient les noms d'abonnés déjà acquis, ce qui indiquait la perspicacité et le sérieux de ceux qui répondaient à l'appel. Relativement peu nombreux ceux qui répondaient, faut-il ajouter. Une cinquantaine.

A ces envois qui variaient de une, deux ou trois adresses à la trentaine se sont ajoutés des envois importants provenant de personnes bien placées désireuses de nous aider dans toute la mesure du possible. L'une nous a fourni plus de deux cents noms provenant d'une première prospection destinée au lancement d'un livre au sein d'un courant d'opinion bien déterminé, proche du nôtre. Une seconde, environ six cents, concernant des pacifistes, des libres penseurs et des rationalistes, une troisième quatre cent cinquante-sept provenant d'une liste d'abonnés à un journal aujourd'hui disparu — adresses vieilles de six à huit ans — sur lesquelles il y a eu plus de 50 pour cent de déchet, fascicules revenant avec la mention : *n'habite pas à l'adresse indiquée et très souvent,* malheureusement, *décédé.* Enfin, un remarquable collectionneur de noms et adresses intéressant le militantisme d'avant-garde y a été aussi de son initiative. Ayant rédigé son envoi en trois exemplaires prêts à être collés (227 noms), il nous a évité opportunément toute peine.

Une nouvelle liste de syndiqués (612) situés à l'avant-garde des mouvements syndicaux est en cours de prospection depuis peu et, enfin une autre liste de sept cents noms, dont un grand nombre figurent parmi les adhérents à des groupes philosophiques, sera mise à l'épreuve ces jours-ci.

L'amitié et le désir de voir réussir notre entreprise a donc joué sans conteste. Qu'en soient remerciés toutes celles et tous ceux qui y ont participé.

L'opération « Boule-de-Neige » date de la mi-avril. Elle a commencé effectivement en mai sans pouvoir être menée rigoureusement dès cette date. Lorsque le mois d'octobre arriva, favorable à ce genre de recherches, et durant les mois qui suivirent, les envois se succédèrent au rythme de 100 à 250 par jour.

Durant les premiers temps les résultats furent décevants ; pourquoi le cacher. En persévérant ils s'améliorent lentement. Ces temps-ci ils semblent devoir s'orienter plus favorablement.

L'expérience par exemple est riche en enseignements. Elle a permis des contacts qui seront précieux à l'usage. La pénétration dans des milieux qui nous ignoraient ou mésestimaient nos idées par ouï-dire. Toutes choses que j'exposerai ici bientôt. — *L. L.*

CONTRE-COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Les amis adresseront tout ce qui concerne le journal et le service des livres, *nominalement*, à Louis LOUVET, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7e). Chèque postal 880-87 Paris. Téléphone SEGur 09-68.

Ce qu'il faut dire

LA COMMUNE CONTRE L'ETAT. — La campagne que mènent, dans *Contre-courant,* René Villard et ses amis lyonnais a surpris quelques-uns de nos lecteurs, qui se sont crus visés dans leur modeste bien, et reçu d'autre part des encouragements à la suite d'un « sondage d'opinion » obtenu par l'insertion, au hasard, d'une cinquantaine de bulletins, répartis dans les deux derniers numéros, destinés à recueillir l'avis des abonnés, ainsi touchés, sur l'opportunité de ladite campagne.

Personnellement j'ai été séduit par l'initiative de notre collaborateur et de ses amis parce qu'elle rejoint la pensée, les théories, la construction sociale préconisées par des écrivains libertaires et syndicalistes proches de mes conceptions personnelles. Aussi parce que l'Etat, qui trouve grâce je ne sais trop pourquoi — sa malfaisance étant patente — auprès de certains théoriciens appartenant à diverses écoles socialistes, peut fort bien, si la bataille est menée à bien, y laisser quelques plumes. Toutes ses plumes si cela était possible serait mieux.

L'idée de révolution sociale a bercé depuis quelques générations nombre d'hommes généreux appliqués à combattre, avec des moyens qu'ils jugeaient adéquats, un système social féroce au pauvre, souriant au riche. Ils la voulaient barricadière.

J'ai moi-même admis, durant près de trente ans, que c'était là une solution, sinon idéale du moins imposée par l'intransigeance, l'égoïsme et l'astuce des gens nantis. En examinant le problème de nos jours, avec lucidité s'entend, il est clair que la révolte armée a peu de chances d'aboutir à un résultat satisfaisant ; il n'est même pas présomptueux d'avancer qu'elle a perdu, dans le for intérieur de beaucoup d'entre eux, la confiance aveugle de ses adeptes.

Pourtant, à la fin du siècle dernier, en pleine époque où le souvenir de l'insurrection parisienne de 71 entretenait le désir d'une transformation violente des bases de la société, un théoricien révolutionnaire d'une grande

valeur, Pierre Kropotkine, proposait dans ses écrits une voie, sans doute moins romantique, certainement plus efficace. « *Quand nous disons que la révolution sociale doit se faire par l'affranchissement des communes,* écrivait-il, *et que ce sont les communes, absolument indépendantes, affranchies de la tutelle de l'Etat, qui pourront seules nous donner le milieu nécessaire à la révolution et le moyen de l'accomplir, on nous reproche de vouloir rappeler à la vie une forme de la société qui s'est déjà survécue, qui a fait son temps.* »

Et ses adversaires de rétorquer : « *Mais la commune est un fait d'autrefois ! En cherchant à détruire l'Etat et à mettre à sa place les communes libres, vous tournez vos regards vers le passé : vous voulez nous ramener en plein Moyen Age, rallumer les guerres antiques entre elles, et détruire les unités nationales, si péniblement conquises pendant le cours de l'histoire !* »

La riposte kropotkinienne se faisait historique elle aussi, quoique assez spéculative, en se référant non seulement à la Commune de Paris, mais aussi à celles de Lyon (déjà), de Marseille, de Carthagène, de Florence. Certes avec quelques réserves découlant des circonstances et de l'état de la société aux époques de référence : le Moyen Age pris en exemple. « *L'Etat* — défendu par ses contradicteurs — *c'est,* répliquait-il, *tout un passé de méfaits, donc il est condamné à plus forte raison.* »

Plus près de nous un syndicaliste apolitique, Pierre Besnard, reprenait la thèse de la commune, centre administratif et social. D'abord dans son livre *Le Monde nouveau,* puis dans son rapport à l'A.P.E.L. que le père de *Contre-courant, Ce qu'il faut dire,* publia le 20 septembre 1946.

Nous y lisons ces lignes concernant la Commune de Florence qui révèlent le sérieux d'une expérience communaliste, qui dura près de cinq siècles, parfaitement inconnue de nos sociologues contemporains : « *Cependant, le retentissement et les conséquences de l'expérience poursuivie pendant quatre cent soixante-dix-neuf ans par la Commune-République de Florence furent énormes et, malgré la conspiration du silence, sont parvenus jusqu'à nous.*

« *C'est de Florence que sont parties successivement : la Renaissance italienne, la Renaissance française, la Réforme, la Révolution française — dont les encyclopédistes furent les initiateurs — et elle devint, par la suite, la mère de toutes les révolutions du XIX^e^ et XX^e^ siècle, en Europe et ailleurs.*

« *Son prestige fut si grand qu'il subsiste encore de nos jours. C'est ainsi qu'en 1940 le président Roosevelt, ayant entendu parler de la vie syndicale et coopérative, du régime communaliste et fédéraliste de Florence, envoya, pour se renseigner sur place, à la source et à la lueur des documents de l'époque, un ambassadeur extraordinaire, M. Myron Taylor, pour étudier cette vie si curieuse à tant de titres. Cet ambassadeur se fixa à Flo-*

rence et dépouilla les archives syndicales de la Commune-République. Il ne tarda pas à confirmer tout ce que Staley avait écrit à ce sujet. Il s'y trouve encore, si je ne m'abuse, et il continue ses études, qui le passionnent d'ailleurs, comme j'ai eu l'occasion de l'apprendre par l'un de mes amis anglais, ancien haut fonctionnaire de la Société des Nations et homme d'expérience. »

Etayant son propos sur les expériences du passé, écartant rigoureusement l'Etat, partant du plan local, c'est-à-dire de la commune, Pierre Besnard associe à la base : syndicats, conseil économique local et coopératives de consommation afin de projeter dans l'avenir une société fédéraliste à l'échelle mondiale.

Qu'y a-t-il à mes yeux de similaire entre la campagne en faveur de la municipalisation et les auteurs cités. Le simple fait qu'en valorisant l'organisation communale, sous quelque forme qu'on le fasse, on diminue d'autant l'emprise de l'Etat sur la nation. Je sais fort bien que ce n'est pas sans risques. Que nous aurons affaire à des hommes et que le pouvoir ainsi dispensé peut devenir nocif. A toutes chances même de devenir nocif si nous n'y prenons garde. C'est à nous de nous entourer des précautions nécessaires puisque nous sommes avertis.

L'ami Dubost m'écrit de Normandie pour mettre en garde et le journal et les animateurs de la campagne : « *L'article de R. Villard* (il s'agit du premier) *est en quelque sorte la manifestation récurrente d'une épidémie de socialisme municipal... En tout cas, il faudrait soumettre nos édiles à une sérieuse cure de détergents et décapants énergiques pour récurer leur conscience, leur cœur et bien souvent leur esprit avant de leur confier la gestion de biens communaux... Voyons brièvement le mécanisme du système des municipalisations : j'ai deux hectares de terres, ils deviennent propriété de la commune. Il est vrai qu'on me remettra un papier officiel — oui officiel — qui attestera la valeur de cette propriété. Qui attestera la valeur ? Inutile de faire un dessin. La spoliation étant une pratique générale et constante de tous les pouvoirs, quels qu'ils soient, sous le couvert d'une légitimité spécieuse, experts, économistes distingués et autres aruspices et augures consultés décideront avec la même autorité que leurs confrères de l'ancienne Rome. La municipalité spoliatrice donnera à l'Etat spoliateur sa « juste » part...* »

Ce ne sont là que des extraits typiques d'une lettre solidement charpentée aux arguments non négligeables. Il est certain que ceux que je reproduis ont quelque valeur.

En outre, la commune aujourd'hui n'est autonome qu'en apparence. L'Etat la supervise grâce à ses préfets qui peuvent destituer le maire, dissoudre le conseil municipal, ôter ses pouvoirs à l'officier municipal sous prétexte d'assurer le maintien de l'« ordre ». Ainsi la commune subit le poids de l'autorité étatiste alors qu'elle devrait être, à la base, l'espoir d'un système social nouveau.

Nos amis municipalisateurs devront en tenir compte,

ne pas se cantonner à un simple transfert de biens, prendre garde à ne pas favoriser, sur le plan de la construction, les « promoteurs » parmi lesquels pas mal d'aigrefins se sont glissés. Se méfier aussi des politiciens, prêts à voler au secours du succès pour le prendre ensuite à leur compte.

Cela dit, n'oublions pas le côté positif de l'entreprise. Elle dépasse de cents coudées les vœux et les articles de journaux platoniques. C'est un résultat appréciable.

Rappelons-nous enfin que de grands mouvements comme le syndicalisme, la coopération, le contrôle des naissances, etc., ont été lancés par nos milieux, par nos journaux, guère plus influents qu'aujourd'hui, rencontrant la même hostilité que de nos jours. Qu'ils ont trouvé devant eux pour contrecarrer les efforts des premiers militants : l'Etat. Et pour en profiter ensuite, pour en confisquer et en détourner la valeur sociale, les amis ou successeurs de ceux-là mêmes qui combattaient ces « nouveautés » à l'heure du départ.

Que l'expérience du passé soit le guide avisé de nos nouveaux Catons. Qu'ils aient sans cesse à l'esprit le but final. Au travers de leur propagande pro-communale, qu'ils cisèlent la célèbre formule sur Carthage, et qu'elle devienne, en la modernisant :

« ET AVANT TOUT IL FAUT DETRUIRE L'ETAT »

Louis LOUVET.

COLLECTION « PHILOSOPHES »

Leur vie, leur œuvre, leur philosophie (extraits)

J.-P. PROUDHON par Georges GURVITCH
KARL MARX par Henri LEFEBVRE
ERNEST RENAN par André CRESSON
LEON TOLSTOI par André CRESSON
TEILHARD DE CHARDIN par Jules CARLES

EGALEMENT DANS LA COLLECTION : Alain — Aristote — Bachelard — Bacon — Bergson — Claude Bernard — Blondel — Brunschvicg — Auguste Comte — Ch. Darwin — Descartes — Denis Diderot — Durkheim — Epicure — Fuerbach — Fichte — Hegel — Heidegger — Hume — Husserl — Kant — Kierkegaard — Leibniz — Lévy — Bruhl — Locke — Lucrèce — Machiavel — Malmonide — Maine de Biran — Malebranche — Marc-Aurèle — Merleau-Ponty — Montaigne — Nietzsche — Pascal — Platon — J.-J. Rousseau — Saint Augustin — Saint Thomas d'Aquin — Schopenhauer — Senèque — Socrate — Spinoza — Taine — Voltaire.

Chaque philosophe vu par un auteur différent
(parfois couverture illustrée d'un portrait)

CHAQUE VOLUME FRANCO : 5 F 60

2 titres différents : 10 F 70 — *4 titres :* 21 F 10 — *8 titres :* 41 F 70

Le prochain numéro paraîtra le 15 février 1966 sur trente-six pages

MÉDECINE ET ÉTATISME

Qu'est-ce que l'acte libre ? sinon l'assentiment de l'homme à l'ordre universel, une confirmation de la loi humanitaire de solidarité et d'amour. La volonté libre n'étant pas seulement un mode de décision, mais de même le but de l'action. Dès lors liberté s'oppose à autorité. Tout pouvoir se reposant sur la force et la contrainte. La mécanisation de la culture, le perfectionnement de la technique, l'automatisation du fonctionnarisme, l'enchaînement et l'étatisation de la médecine, démontrent, non seulement la force aveugle des gouvernants, mais de même la ferme volonté d'asservir l'homme de plus en plus.

En effet, ces contraintes écrasent comme par jeu les volontés libres et la persécution est devenue légale, aussi dure et aussi universelle qu'un élément ; tout cela est aujourd'hui possible parce que l'homme se trouve au foyer d'une gigantesque machine, agencée de manière à l'écraser et à l'enchaîner. Dans cette vaste administration, il est réduit à un simple numéro d'immatriculation. Dans l'horreur que provoquent en nous la violence et l'hypocrisie, dans l'angoisse que nous cause cet esclavage dans ses formes renouvelées, subtiles, d'un raffinement moderne, dans ce monde où la bureaucratie étatiste réduit tout en poussière, dans ce monde où les masses désintégrées sont réduites à l'état de matériel par les guides, jongleurs adroits de promesse de bien-être futur, qui arborent les mots trompeurs de communauté d'intérêts, de sacrifice, de salut. Alors, où trouver, se demande Jaspers, la place de l'individu, l'espace pour sa liberté intérieure et extérieure, pour sa formation personnelle, dans une véritable communauté où l'homme puisse connaître l'amour, l'amitié et se sentir citoyen du monde ? Car la tyrannie des lois étroites et de la technique industrielle implacable suspend et anéantit toute liberté.

Or, l'homme abruti de notre temps, ignore ou veut ignorer que la liberté est une structure de l'acte humain et ne paraît que dans l'engagement. L'homme ne devient libre que lorsqu'il cesse d'être un soutien des gouvernants, des oppresseurs sans vergo-

gne, lorsqu'il pense effectivement et clame ce que proprement on tait. L'esclavage, il ne faut pas l'oublier, c'est de nos actes qu'il naît, de nos mains qui ne savent plus se libérer. L'homme libre pour jouir de ses droits ne doit pas être une chose dont on peut disposer selon le gré de gouvernants capricieux et versatiles.

Depuis des siècles l'art médical était un domaine que les gouvernants n'avaient jamais osé violer. Le médecin et la médecine étaient libres. Le secret professionnel était intangible. Les gouvernants s'étaient cantonnés dans leurs fourberies politiques. L'idée dominante de la médecine visait surtout les rapports constants entre les éléments physiologiques et les éléments pathologiques. Le rôle du médecin était simplement de rétablir surtout l'équilibre compromis. Les médecins entendaient user des moyens naturels pour maintenir les fonctions vitales et le bien-être dans le meilleur des conditions ambiantes.

Ce fut Hippocrate qui établit en effet les bases scientifiques de la vraie médecine, la médecine naturelle, la moins toxique et la moins nuisible. C'est lui le premier qui considéra le malade en lui-même et dans ses rapports avec le milieu en s'éloignant entièrement de l'école de Cnide, école qui ne voit que des maladies compliquées et toujours portée vers un fâcheux penchant de les multiplier à foison. D'ailleurs la médecine de notre temps se rapproche étrangement de l'école de Cnide, elle ne fait que créer des maux factices que l'on combat par des théories et idées préconçues, et par des produits presque toujours toxiques et nocifs. Si leur effet curatif est nul, il est fort nuisible pour l'organisme humain. Ces produits, par contre, sont la source d'immenses revenus pour les producteurs acharnés constamment à fabriquer de nouvelles spécialités, la plupart du temps inutiles, et les praticiens s'occupant à les faire ingurgiter. Ne sont-ils pas les agents exécuteurs, alors que le malade est malheureusement relégué au second plan, au mépris même de toute la tradition médicale ?

L'équilibre est la synthèse du jeu d'ensemble de toutes les parties de l'organisme humain. L'état de santé correspond à un rythme régulier. L'unité

organique est le trait caractéristique de la vie dont la base est le terrain constitutionnel. Le terrain est instable. Les attributs de l'être vivant sont dus à l'ordonnance complexe des éléments et des réactions de la matière vivante. Cette unité s'impose à notre esprit comme une idée directrice et non comme une force active. L'unité et la simplicité de chaque individu concrétise une histoire évolutive qui ne ressemble à aucune autre.

La santé et l'état morbide ont leurs lois qui permettent leur différenciation et leur définition. Ces lois font reconnaître et l'évolution et le traitement des maladies. Le défaut d'adaptation aux lois du milieu est à la base même de la rupture de cet équilibre. Ces deux forces opposées sont la source du tempérament et du caractère de l'individu.

Constituer les bases de la médecine libre et humaine, la médecine en dehors de toutes les contraintes bureaucratiques ou étatistes, c'est d'abord chercher les lois fondamentales de la vie et par suite la thérapeutique valable. C'est aussi étendre le domaine de la médecine et approfondir les lois qui gouvernent l'univers et la nature terrestre pour en mieux déduire les obligations de la vie normale de l'être humain, nature à laquelle il reste étroitement attaché.

Mais la découverte de la vérité dans n'importe quel domaine de l'intelligence ne peut être accomplie que si on la recherche dans un esprit suffisamment élevé et généralisateur. Certains progrès de la science sont appliqués sans discernement, au gré d'une clique d'industriels insatiables, dont le métier et l'unique préoccupation sont de tirer de considérables profits et cela par tous les moyens ; ou de gouvernants intéressés, aveuglés par des concepts économiques primaires et précaires. (Qui est le prospecteur du pétrole, de l'or, de l'uranium, le profiteur de l'alcool, du tabac, des jeux, des loteries immorales ?)

Tous les vices sont à la source même de la dégénérescence de la race et du déséquilibre économique de la famille d'abord et de la société ensuite. Les politiciens ne tiennent jamais compte de la nature de l'homme ni de ses véritables intérêts. Il arrive fort souvent que des naturistes soient condamnés

pour outrage aux mœurs tout simplement pour avoir pratiqué quelques exercices corporels ou pris quelques bains de soleil complètement dénudés comme cela devait se faire pour bronzer leur peau et récupérer leurs forces amenuisées dans les cités du travail et de la mort. N'est-ce pas pire outrage aux mœurs et bien pire outrage à la vie que de préparer consciemment et impassiblement des engins nucléaires (comme s'il s'agissait de jouets inoffensifs), pour anéantir des millions d'êtres humains ? Est-ce moral, est-elle esthétique cette promesse de destruction de la vie ?

Il y a pire, car il n'est pas toujours vrai que les gouvernants soient tous aveugles, mais ils sont plutôt menés par des mensonges conventionnels exploités industriellement. Il résulte de tout cela que nous n'avons pas toujours à découvrir la vérité mais à lutter obstinément pour vaincre une somme d'erreurs, savamment entretenues, auxquelles on est terriblement attaché.

Il est sûr et certain qu'il ne peut y avoir de progrès réels sans des hommes sains, conscients, sages, instruits, sobres et libres. La médecine doit être faite de renoncement et de dévouement et ce qui en fait la force c'est l'esprit qui y circule, l'enchaînement profond du fait et de l'idée, le rythme invisible et grandiose qui berce sans arrêt l'océan de la vie humaine de ses plus incertains débuts à ses destinées infinies. On ne pourra jamais réduire les réalités spirituelles et morales à des entités scientifiquement déterminables (quoi que pense la bureaucratie étatiste), puisque de toute façon les sciences techniques de la matière ne pourront jamais résoudre à elles seules les problèmes qui inquiètent l'âme humaine.

D'où une question importante et vitale : comment se délivrer des chaînes de l'esclavage industriel, social et étatiste ? Lorsqu'on sait qu'autrefois le flambeau du Temple de la médecine libre et prestigieuse éclairait et servait inlassablement, fidèlement et humainement, toute la collectivité sociale sans différence de race, de classe ou de fortune, on constate à présent douloureusement que les colonnes du Temple d'Esculape gisent brisées par terre, ou abritent les comptoirs de la médecine officielle,

de la médecine bureaucratique, de la médecine sans âme et sans cœur, une médecine d'enregistrement et de classement. Le Temple grandiose de la médecine a pu même servir, il n'y a pas si longtemps, de chambre à gaz et à d'atroces vivisections après un traitement préalable à l'essence minérale pratiquées sur des millions d'êtres humains.

Voilà pourquoi le plus grand des chagrins nous accable, dû à notre sentiment d'impuissance. Impuissance d'agir et de réagir contre un monde de ruse et de perfidie, un monde de meurtres et d'absurdités, de forfaits et de malédiction, où l'or et les palabres politiques incohérentes restent les maîtres ; un monde où seule triomphe la plus cruelle brutalité après une effroyable défaite de la raison, civilisation du béton armé où le langage humain n'a plus sa place. Impuissance contre les conventions et les contraintes de la bureaucratie, contre les misères qui déshonorent l'humanité, contre l'injustice qui la divise, contre la haine qui l'affole et contre ce tissu compliqué de mensonges conventionnels qui l'exploitent lâchement et ignominieusement.

Dr H. HERSCOVICI.

N.D.L.R. — Nous rappelons aux lecteurs de *Contre-courant* l'essai du Dr Herscovici *Le Monde des imposteurs* préfacé par les Drs Laignel-Lavastine et Jeanneney. (Un volume franco : 8 f. 70.)

CAMPAGNE POUR LA MUNICIPALISATION

RÉFORMES ANNEXES

L'économie est la satisfaction des besoins, lesquels deviennent le facteur de la production. Cette production à l'ère atomique, devrait répondre à la satisfaction des besoins de tous, à des cours de plus en plus bas. Il n'en est rien. La spéculation, fille du capitalisme, détériore la possibilité d'assurer à tous les bienfaits du progrès. Elle paralyse, par son avidité au gain, la possibilité du développement et de l'extension de la production. La terre en devenant matière à spéculation, autorise l'augmentation du prix de revient de tout ce que le producteur peut en tirer. Elle autorise les escroqueries déguisées des transactions foncières. Elle précipite l'économie de la spéculation à l'insatisfaction des travailleurs qui ne peuvent consommer des marchandises dont le cours est au-dessus de leur gain. Accumuler le bénéfice de l'augmentation de la valeur, en combattant, par cette plus-value, le pouvoir d'achat du peuple, c'est, après l'insatisfaction de ce der-

nier, l'autoriser à réclamer plus ou moins violemment son droit à la vie, à celui qui ne produit rien et qui se contente de bénéficier du privilège de la propriété.

Plus l'accentuation de la spéculation se précise, plus les agents immobiliers touchent de commissions, les notaires d'honoraires, l'Etat de droits d'enregistrement ; il en résulte que si beaucoup déplorent bien haut la spéculation des biens fonciers et immobiliers ils sont, en vérité, très heureux de cette injustice sociale. Le régime gaulliste a été l'ère de la spéculation foncière. En cinq ans, de 1959 à 1964, le prix de la terre a augmenté de plus de 100 %.

Dès le principe de la municipalisation reconnu, il serait souhaitable de bloquer les prix, afin d'éviter que les banques effectuent une vaste opération de hausse dont seraient victimes les municipalités. Dans le cas où ce blocage ne pourrait être effectué à temps, il serait souhaitable, dans le texte de la loi sur la municipalisation, de faire remonter le cours des biens fonciers et immobiliers à la date d'ouverture de la campagne pour la municipalisation. La spéculation de dernière heure devrait ainsi se replier à cette évaluation. Il faut, impitoyablement, casser les reins à la spéculation foncière, ce qui demandera des parlementaires un certain courage politique pour faire face à la coalition des intérêts en place qui défendront leurs privilèges.

Un des bienfaits de la municipalisation foncière et immobilière est la suppression de fait de l'héritage de la propriété qui est à la source de l'injustice sociale. Les capitaux, autrefois bloqués en biens, devront circuler et alimenter l'industrie et augmenter ainsi la production et la richesse générales. Les capitaux ne pouvant plus rester en sommeil dans des placements de terres et d'immeubles, il faudra bien les faire fructifier en les utilisant à des œuvres de consommation. La municipalisation, en bloquant la rente de la terre, en interdisant l'achat de celle-ci devenue bien municipal, atteindra les privilèges et l'inégalité qui subsistaient entre les hommes dès leur naissance.

Bien des petits propriétaires trouveront injuste la municipalisation et prétendront que s'étant condamnés aux plus cruelles privations pour laisser à leurs enfants du bien au soleil, ils ne peuvent admettre que ce bien leur échappe. Précisons, tout de suite, que le droit d'occupation subsiste, la municipalisation ne chasse pas les occupants des terres et des locaux, elle instaure simplement les municipalités propriétaires de ceux-ci. En plus elles deviennent *régulièrement* propriétaires de ces biens puisqu'elles ont remis en échange de ceux-ci des titres portant normalement intérêts et, qu'en cas de désir de réalisation de l'ancien propriétaire, celui-ci peut encaisser immédiatement le prix de ce bien, puisque les titres qui lui ont été remis sont monnayables aux caisses municipales. Il n'y a, de la part des municipalités aucune atteinte au bien de l'individu, il y a seulement une mesure préservatrice, dans l'intérêt de tous, pour stabiliser, une fois

pour toutes, les prix des biens fonciers et immobiliers et assurer pour l'avenir plus de justice entre tous les hommes.

Au cours de sa campagne électorale, M. Mitterrand, candidat à la présidence de la République, a déclaré, au sujet de la municipalisation : « ... elle éviterait que les sols soient ensuite redistribués à des particuliers et que la génération suivante se trouve placée devant les mêmes problèmes fonciers que la nôtre. » Nous approuvons cette déclaration de campagne électorale, mais il aurait été utile que, prétendant lutter contre le droit abusif de la propriété, M. Mitterrand précisât qu'il entendait, également, apporter des modifications profondes à la loi de 1884 qui maintient les conseils municipaux sous la coupe étroite des préfets, lesquels sont les chargés d'affaires directs du pouvoir contral. Imagine-t-on un gouvernement, gaulliste ou non, notifiant à ses préfets l'indépendance des communes considérées désormais comme majeures ? Une des réformes de départ nécessaire pour la réalisation de la municipalisation est donc la refonte de la loi de 1884.

Il est bien évident que, parallèlement, il est souhaitable de lutter contre la prolifération démographique qui prépare des années de misère pour les générations de demain, et qui rend plus difficile la stabilisation de la crise du logement. La municipalisation certes, par un programme de constructions nouvelles qui sera réalisable, temporisera les maux du lapinisme, fruit de la politique gaulliste, qui retarde la possibilité d'une vie meilleure pour tous.

En ce qui concerne les réserves faites au sujet de l'entretien des biens fonciers et immobiliers, signalons, tout de suite, que les municipalités qui possèdent actuellement des terres et des immeubles, entretiennent ceux-ci plus régulièrement que les propriétaires particuliers, lesquels ne disposent pas de services spéciaux. Les locataires, c'est-à-dire la totalité des habitants des municipalités, auront la jouissance, par la municipalisation, de constructions et d'accès de voirie, dans des conditions d'entretien supérieures à celles qui existent présentement.

Il nous est dit que l'intérêt est un des ressorts fondamentaux de l'activité humaine. Lamentable constatation propagée par ceux qui entendent bénéficier de l'inégalité entre les hommes. En vérité, constatons que, d'une part, la trop grande injustice (c'est le cas de la reconnaissance de la propriété) soulève l'indignation et conduit les hommes à la recherche de plus de fraternité et que, d'autre part, l'évolution humaine conduit à l'affranchissement des lois dont les buts inavoués sont la reconnaissance et la garantie des privilèges. Sous prétexte d'ordre et de nécessité de la garantie du capital, on sacrifie l'individu à celui-ci et à l'Etat ; on ne tente pas d'élever l'homme à plus d'humanité, on le maintient sous la contrainte et la servitude.

Constatons et félicitons-nous que le bas matérialisme soit condamné par bien des hommes et citons un passage

d'une lettre sur la municipalisation que nous adresse M. Paul Dhermy, agriculteur, « Péon-Bo », Carlux, Dordogne, lequel précise : « Je suis prêt à céder à la commune la terre que je possède, peu m'importe que le sol de ma petite ferme m'appartienne ou non. Rien n'étant changé pour moi, je réalise ainsi plus de justice. »

René VILLARD.

NOTE IMPORTANTE. — Le lecteur intéressé par LA MUNICIPALISATION a intérêt à lire les n[os] 128, 129, 130, de « *Contre-courant* » consacrant plusieurs pages à l'étude de ce problème qui sera, demain, d'actualité. Nous demandons aux lecteurs de bien vouloir nous communiquer leur appréciation sur « LA MUNICIPALISATION » afin de nous permettre de tenir compte des avis et des critiques que ce problème peut soulever. Ecrire à *René Villard*, secrétaire provisoire de l'étude sur « La Municipalisation », *17, rue Jouffroy d'Albans, (69) Lyon (9e).*

ODE FUNEBRE

Ah ! quand je pense que ce siècle
Avec les autres s'en ira,
Comme celui de sainte Thècle
Ou de sainte Théodora !

Le matin, quand je me cravate
En prenant garde au moindre pli,
Ou quand je traîne la savate,
Le soir, avant d'aller au lit,

Je me dis que cette journée
Va s'engloutir dans le néant,
Goutte d'eau perdue, enfournée
Par les gouffres de l'océan...

Et, comme un ouragan qui souffle,
Le courant noir emporte tout,
Et ma cravate, et ma pantoufle,
Et moi-même, vers le Grand Trou.

Inexorablement mon siècle
Avec les autres va partir,
Comme celui de sainte Thècle
Ou de saint Barnabé martyr.

P.-V. BERTHIER.
(Décembre 1965.)

DÉMOCRATIE ET COMMUNE

Le principe libertaire d'autonomie, qu'on pourrait qualifier de proudhonien, ne saurait s'incarner qu'au travers des formations limitées, *à la taille de l'homme,* dont la commune devrait être l'une des plus importantes, et si dire se peut, des plus « naturelles ». Il va de soi que ce n'est pas un découpage arbitraire de l'administration territoriale que ce terme de commune doit évoquer, mais bien un groupement restreint fondé sur les données immédiates du voisinage et sur la réalité, non moins immédiate, d'une communauté élémentaire d'intérêts : inscrite dans les faits, celle-ci commande une forme, également primaire, de solidarité, d'association et de « réciprocité » humaines.

Ainsi définie, la commune apparaît comme le point d'appui normal d'une société organique, c'est-à-dire d'un effort permanent d'édification sociale, orienté *de bas en haut* et soucieux à chaque palier, à chaque échelon de son ascension, de sauvegarder le caractère d'autonomie et de spontanéité des échelons antérieurs. Cet effort peut et doit être dit populaire dans la mesure où le peuple détermine, par les structures mêmes de son existence concrète saisie dans sa plénitude, non seulement son point de départ, mais aussi les modalités successives de son épanouissement. Or, si l'on considère attentivement les prétendues démocraties modernes, on s'aperçoit qu'elles tendent, contrairement aux apparences, à paralyser cette ascension spontanée, car elles participent, peu ou prou, de l'esprit de domination qui s'oppose, point par point, à l'esprit organique d'une société véritablement populaire.

Inversant le sens du mouvement « naturel », la démocratie mécanique, elle, procède de haut en bas, à partir d'un centre érigé arbitrairement en instance supérieure à la société elle-même : elles engendre ainsi ce Léviathan de la mythologie contemporaine qui a nom Etat, idole moderne dont l'être fantomatique n'acquiert consistance et ne subsiste qu'en se nourrissant de sacrifices humains. Aussi faut-il porter au crédit du courage spirituel et de l'honneur humain ces quelques lignes lucides, publiées par un Allemand, en 1940 : « Nous nommons souvent l'Etat un organisme ; en fait, de quel droit ? Si nous prenons ce terme d'organisme dans son acception fondamentale d'être vivant, l'Etat moderne, avec son appareil qui ignore l'homme réel, l'Etat soumis à ses conditions propres de durée et de décrépitude, mérite peu le nom d'être vivant. Si même on considère l'individu comme l'unité élémentaire de l'Etat, comme la cellule de cet organisme, on ne saurait affirmer que cette infime cellule soit encore dans un rapport efficace de grandeur avec le vaste Etat moderne. » (102) En admettant que le mot de démocratie, malgré toutes les escroqueries qu'il favorise, malgré tous les crimes qu'il couvre, comporte encore un sens positif, un tel sens, en tout cas, ne saurait se révéler compatible

(102) Bernard Knauss : *Staat und Mensch in Hellas.*

avec cet « appareil ignorant l'homme réel » qu'est devenu le monstre étatique. Des esprits naïfs ou roublards prétendent apprivoiser l'Etat et le rendre aimable, en l'affublant d'oripeaux empruntés à la garde-robe démocratique ; mais, sous des vêtements d'emprunt qui dissimulent au regard l'éclat métallique de sa nudité, l'Etat reste, immuablement, « le plus froid des monstres froids » (Nietzsche).

Ceux qui se réclament traditionnellement de la démocratie affectent de croire le contraire : même quand ils s'abstiennent de conférer un caractère *divin* au mécanisme étatique lui-même, ils prétendent tout au moins l'*humaniser*. Pour ce faire, insinuent-ils, il suffirait d'injecter à doses massives dans les rouages de cette machine qu'on appelle l'Etat, l'huile de la volonté générale, des libertés constitutionnelles et du suffrage universel — tous produits lénitifs qui ont fait leurs preuves depuis un siècle et demi. Entreprise rassurante à première vue, mais qui, tout compte fait, ne peut aboutir qu'à renforcer, aux dépens de la communauté populaire, le principe antilibertaire de domination : grâce à l'huile démocratique, quelque rance qu'elle soit, le fonctionnement des engrenages implacables acquiert ce minimum de souplesse, sans lequel l'augmentation progressive du « rendement » — c'est-à-dire de la puissance étatique — eût été sans doute impossible.

Toutes ces tentatives de « graissage », si l'on ose s'exprimer ainsi, constituent en somme l'hommage que le vice rend à la vertu : nous sommes en présence d'un phénomène d'aberration ou d'hypocrisie collectives. En fait, dans toute société dont la structure est descendante, autrement dit orientée de haut en bas et, pour cette raison même, génératrice de prolétarisation, le suffrage universel tend à déposséder le peuple de ses problématiques pouvoirs, au profit d'organismes toujours plus abstraits et toujours plus oppressifs : les prétendues libertés constitutionnelles ne sont respectées que dans la mesure où elles sauvegardent les apparences favorables à l'exercice inavoué du pur principe régalien ; quant à la volonté générale, elle s'identifie graduellement avec le despotisme du pouvoir, lui-même fonction de la volonté exclusive et conquérante des partis.

(Civilisation en sursis.) ALEXANDRE MARC

Aux fédéralistes, aux proudhoniens, nous offrons 3 volumes « dans la couleur » :

Alexandre Marc : CIVILISATION EN SURSIS 9,80
(du même auteur) : EUROPE, TERRE DECISIVE .. 6,—
André Thiéry : L'ECONOMIE POUR L'HOMME .. 9,—

LES TROIS LIVRES, ENSEMBLE, FRANCO 11,70

AU FIL DES JOURS

SOUS LE PROJECTEUR

Le Marché commun des poulettes — Trop d'œufs dans les pays du Marché commun. Les prix s'effondrent : « Tuons les poulettes, *écrit un commentateur dans la presse,* et mangeons-les pour soutenir le cours des œufs sur le marché. » Le lendemain, une bonne nouvelle : « 5 000 poulettes grillées dans un incendie. » Au Marché commun — celui des œufs — on a dû pavoiser...

Quand la maladie va, tout va — Les recettes et dépenses de la Sécurité sociale entretiennent un flux permanent d'argent. Une partie de ce flux se dirige vers les grandes sociétés de construction et d'équipements appelées à exécuter d'immenses buildings, le reste se partageant entre le corps médical, les laboratoires pharmaceutiques, les établissements hospitaliers ou de cure, l'industrie et le commerce spécialisé dans l'approvisionnement des besoins des nouveau-nés, le personnel de gestion et de direction d'une effarante bureaucratie. La masse des profits qui s'en dégage inévitablement s'investit, accroissant les patrimoines privés, procurant des emplois et de nouvelles sources de profits. A l'égal des guerres, des sinistres, des inondations et autres grandes catastrophes, quand la maladie va, tout va...

De l'antenne-pour-rien, à la « boîte-à-rien » — Après que des milliers d'acrobates aient installé des millions d'antennes de télévision sur les toits, nos techniciens ont découvert qu'il suffisait d'une antenne par immeuble, en laissant entendre que leur nombre pourrait être, demain, réduit à quelques antennes par quartier. Que de temps aura été gaspillé ainsi à construire, à vendre et à monter des millions d'antennes qu'il faut aujourd'hui démonter et jeter à la ferraille ! Les Américains n'ont pas de tels complexes. On vend, là-bas, pour 25 dollars, la « boîte-à-rien » qui ne sert effectivement à rien, mais que tout bon Américain, dûment conditionné, se doit d'acquérir s'il tient à ne pas perdre la considération et l'estime de ses voisins...

Sucre à gogo — Nos betteraviers sont bien sots de perdre leur temps à produire du sucre pour le vendre à 95 centimes alors que le marché mondial se révèle en mesure d'approvisionner tous nos besoins avec du sucre à 32 centimes. Peut-on imaginer règle plus absurde que celle qui conduit à clouer au sol tant de nos paysans et leur main-d'œuvre entretenue à grands frais, tout en interdisant au consommateur de s'approvisionner au moindre coût, ceci à seule fin de procurer revenus et profits aux betteraviers ? Dira-t-on que l'intérêt du producteur est toujours associé à celui du consommateur ? Que doit-on penser, d'autre part, des bienfaits de cette économie de concurrence dont on ne cesse de nous rebattre les oreilles ?

Les chômeurs au travail — L'indemnité de chômage représente l'équivalent de trois à quatre heures de salaire.

N'y a-t-il pas quelque dérision à voir tant de gens se croiser les bras, alors qu'il reste à accomplir une telle masse d'ouvrages *utiles* dans *toutes* les communes ? Certaines municipalités avisées ont trouvé normal et surtout moral, d'occuper la main-d'œuvre disponible, à raison de quelques heures par jour considérées comme étant payées à plein tarif. Contribuables saignés à blanc pour entretenir des chômeurs, informez vos édiles toujours à court de crédits pour réaliser leurs programmes !

Cuisine collective — Le cuisinage collectif est entré depuis longtemps déjà dans nos mœurs : c'est la boîte de conserve, les spécialités préparées, les poulets vendus cuits, sous cellophane. Bientôt le pot-au-feu sera préparé de même, par les meilleurs traiteurs, dans d'immenses chaudrons collectifs où chacun viendra puiser sa ration familiale, épargnant de cette sorte le temps aujourd'hui gaspillé en allées et venues pour s'approvisionner individuellement, et celui passé à confectionner les repas. Et puis, le cuisinage communautaire n'ouvre-t-il pas un intéressant débouché pour l'écoulement des « bas-morceaux », cauchemar des organismes stockeurs de « surplus » ?

Trop de beurre ? On augmente le lait. — Plutôt que d'exporter 80 000 tonnes de beurre en demandant au contribuable d'acquitter une prime de 5 F par kg, ne vaudrait-il pas mieux remettre à tout acheteur d'un kilo de beurre, un second kilo en prime, cela jusqu'à l'épuisement du stock ? Si l'on souhaite éviter le renouvellement des stocks, le mieux serait encore de laisser dans le lait commercialisé, un peu plus de matières grasses. Quant à augmenter le prix du lait pour payer la perte subie sur des quantités de beurre inconsommables, c'est vouloir valoriser un produit dont la qualité a diminué. Un casse-tête pour les économistes, la ruine pour les producteurs, une farce-attrape pour le consommateur.

Nos usages monétaires — Toute notre existence tourne autour de l'argent que nous manipulons, qui nous glisse entre les mains. Sitôt appréhendé, sitôt remis en circulation. D'où vient l'argent ? A quelles règles obéit sa circulation ? Comment ces règles nous sont-elles imposées ? Où est-il dit que ces règles soient immuables ? Si nos usages monétaires sont la cause de tant de souffrances, de tant d'angoisses, s'ils se montrent impuissants à résoudre les problèmes propres à notre civilisation, n'avons-nous pas obligation d'en changer, d'en imaginer de nouveaux ? Les règles monétaires orchestrent l'ensemble de nos activités journalières et nous refuserions de leur accorder l'importance qu'elles méritent ?

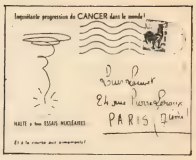
(à suivre)

Henri MULLER.

VIENT DE PARAITRE :

L'AN 2000, UNE REVOLUTION SANS PERDANTS par Henri Muller. — Une curieuse anticipation économique et sociale dont vous trouverez une analyse à la page 19 du numéro 124 11,50

LE LECTEUR DONNE SON AVIS



Journet, le 27-12-65

Cher camarade Louvet,

C'est avec un vif intérêt que j'ai pris connaissance de la lettre du camarade socialiste S.F.I.O. Berès, dans le numéro 129 de « Contre-courant ». J'avoue, toutefois, que Renaud Berès ne m'a pas convaincu lorsqu'il affirme que la S.F.I.O. est un défenseur acharné de la laïcité. Je ne suis probablement pas le seul, ce qui explique la méfiance de nombreux libres penseurs à l'égard de son parti. Bien sûr il y a des motions de congrès, des déclarations sans équivoque, des proclamations témoignant d'une défense de la laïcité intransigeante. Seulement, il en est des organisations comme des individus, on les juge sur leurs actes et non sur leurs paroles. Depuis quarante ans, le parti socialiste a été au pouvoir trois fois : en 36, en 46, en 56. Deux fois au moins avec une majorité laïque incontestable : en 36, en 46.

Quel est le bilan ? Qu'a-t-on fait par exemple pour supprimer le scandaleux régime d'Alsace-Lorraine avec l'école confessionnelle obligatoire et les curés payés par l'Etat ? Voilà une réforme qui non seulement ne coûtait rien mais économisait de l'argent ; qui n'avait rien de sectaire, se bornant à introduire là-bas une liberté de conscience, des parents et des maîtres, violée par la loi Falloux en usage. Or Marceau Pivert, au Conseil national extraordinaire S.F.I.O. du 18 avril 1937 à Puteaux pouvait faire remarquer qu'avec un gouvernement dirigé par des socialistes on exigeait encore une épreuve de religion pour l'entrée aux écoles normales des trois départements de l'Est.

Ce même gouvernement n'entretenait-il pas des relations cordiales avec le cardinal Verdier et l'envoyé spécial du pape Pie XI, le cardinal Pacelli, le futur Pie XII de sinistre mémoire, reçu en grande pompe à Matignon ? Rien non plus dans ce domaine à la Libération.

Ajoutons que dans le domaine de la défense laïque et de sa restauration, il existe une foule de mesures, dont beaucoup sont du domaine réglementaire n'exigeant même pas un vote parlementaire. Avec tous les gouvernements et ministres socialistes depuis trente ans, nous pouvons constater que :

— le serment devant Dieu des jurés d'assises n'a pas été aboli ;

— les hôpitaux publics sont toujours aussi cléricalisés : congréganistes admises dans le personnel, aumôniers régnant en maîtres, emblèmes catholiques sur les murs ;

— l'ambassade de France au Vatican est restée en place sous Blum, comme sous Gouin, comme sous Mollet. Pourquoi pas alors une ambassade auprès de l'internationale de la Libre-Pensée ?

— les pupilles de l'Assistance publique, pupilles d'un Etat laïque, pratiquent une religion ;

— les curés continuent de toucher l'indemnité de gardiennage des églises ;

— les congrégations religieuses non autorisées ont eu la vie belle sous la S.F.I.O., comme sous les gouvernements réactionnaires ;

— la radio-télé est restée la chasse gardée de l'Eglise, les libres penseurs se contentant d'un quart d'heure à la radio. Le ministre socialiste Jacquet du président du conseil socialiste Mollet a-t-il, en 56, porté remède à cet état des choses ? Pourquoi n'a-t-il pas donné accès à la télévision à la Libre Pensée ? L'imbécile censure cinématographique n'est-elle pas restée la même ?

— les processions et manifestations religieuses sur la voie publique ont continué sous tous les gouvernements, alors que les manifestations de travailleurs étaient interdites ;

— au mépris de la séparation des Eglises et de l'Etat, les membres de la hiérarchie catholique ont continué à être considérés comme personnages officiels, sous le ministère Mollet comme sous les autres ;

— l'armée est colonisée par les cléricaux et malgré les engagements pris, les décrets du 25 janvier 1949 et du 10 octobre 1952 relatifs à l'aumônerie militaire n'ont pas été rapportés. Lejeune, ministre S.F.I.O., n'a rien fait en ce domaine et alors que l'on manquait d'argent pour tant de choses utiles, sous le ministère Mollet, on déplaçait les navires de guerre à la mascarade du grand pardon des terre-neuvas (avec préfet et amiral bien entendu), l'armée apportant son concours matériel à l'organisation du pèlerinage de Lourdes ;

— les édifices religieux sont à la charge des collectivités publiques, communes en particulier, entretenus avec l'argent de tous les contribuables et pourtant réservés aux seuls catholiques. Des hommes politiques socialistes n'auraient-ils pas dû faire cesser cette anomalie et mettre à la charge de l'Eglise ces bâtiments, ou bien exiger que ces locaux soient utilisables par toutes les organisations et familles spirituelles ? Dans ce domaine les élus locaux de gauche ne devraient-ils pas s'inspirer de ces principes et consacrer l'argent de tous au service de tous. Or nous voyons des maires socialistes se faire gloire de l'argent dépensé pour les églises, à l'exemple de Gaston Defferre qui, dans un tract largement répandu au moment des municipales de 1959, se vantait des millions qu'il avait consacré aux églises de Marseille. Au fait, combien le camarade Defferre a-t-il fait accorder à la Libre Pensée de Marseille qui aménage en ce moment sa permanence ? Ce n'est peut-être pas légalement possible ? Raison de

plus alors pour mettre tout le monde sur un pied d'égalité et laisser messieurs les catholiques entretenir les églises avec leurs propres deniers.

D'ailleurs le C.N.A.L., en 1956, avait rédigé une proposition de résolution, invitant les pouvoirs publics au respect intégral de l'article 2 de la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat « dans les domaines qui ne peuvent être de la compétence du législateur et relèvent de la responsabilité ministérielle » (Ecole Libératrice : *3-2-56). Tout ceci est resté lettre morte, alors qu'il était possible aux ministres socialistes de faire œuvre laïque utile dans de nombreux secteurs, même si d'autre part il n'existait pas de majorité pour l'abolition de la loi Barangé. A titre de consolation, nous avons vu le camarade ministre S.F.I.O. Pineau s'agenouiller devant un pape (et quel pape !) Pie XII, lors de sa visite au Vatican. Il est vrai que c'est bien un autre ministre socialiste : Boulloche, qui prépara la première mouture de la loi Debré. S'il démissionna, car il refusait d'aller aussi loin que De Gaulle-Debré, il n'en reste pas moins que dans le domaine des aumôneries, l'on a repris ses propositions.*

Il y aurait beaucoup à ajouter à cette lettre un peu décousue rédigée grâce à quelques faits me revenant en mémoire. On conviendra que nous avons quelques raisons de craindre de nous faire échauder une fois de plus. Si la S.F.I.O. veut jouir de la sympathie des militants laïques et anticléricaux, qu'elle la mérite. A part la nationalisation des écoles des houillères le bilan ne plaide guère en sa faveur. Que les dirigeants socialistes ne se fassent pas d'illusions, ce qui est perdu du côté des laïques ne sera pas compensé par des gains du côté cléricaux, et la dégringolade du parti qui fut celui de Jaurès, de Guesde, d'Allemane, de Vaillant, continuera.

Veuillez agréer, cher camarade Louvet, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux. — Marius LIEGE.

LIBRAIRIE SOCIALE

Contre-courant est spécialisé dans la littérature sociale. Les volumes et plaquettes proposés à ses lecteurs proviennent d'anciennes éditions ou de fonds disparus acquis autrefois. Aussi d'œuvres mis à sa disposition par les auteurs. Pour le reste, nous pouvons fournir tout ce qui se trouve dans le commerce, une coopérative de presse étant à notre portée pour toute fourniture.

COMMANDES et FONDS a adresser **nominalement** à Louis LOUVET : C.C.P. 880-87, Paris (7e), 24, rue Pierre-Leroux.

(Les prix s'entendent **franco de port.**)

CATALOGUE (suite et fin des listes déjà publiées)

Thorel G.:	Chronologie du mouv. synd. ouvrier en France	6,70
Tillier Claude :	Mon oncle Benjamin	4,10
Tolstoï Léon :	Anna Karénine	3,60
Tournoux J.-R.:	Secrets d'Etat	5,10
—	L'histoire secrète	7,30

Trotsky Léon : Terrorisme et communisme 5,10
— Hist. de la révolution russe (rel. pl. toile). 40,00
Valensi Th. : Fin et gloire de Berlioz 4,20
Valot Th. et Guy : Lourdes et l'illusion 6,70
Vaudet Ch. : La vérité sur la question romaine 8,70
Vergnaud V. : Histoire des religions anc. et modernes .. 6,60
Vernet Madeleine : Pages contre la guerre 4,70
Vialatoux : Le peuplement humain 6,70
Vigné d'Octon Paul. : L'amour et la mort 5,40
— La vie et l'amour 8,70
Vignon G. : La duperie des masques à gaz 3.50
Villeminot J. : Boomerang (l'Australie primitive) 6,70
Vinatrel Guy : Communisme et Franc-maçonnerie 9,70
Voinea S. : La morale et le socialisme 10,70
Voline : La révolution inconnue (la révolution russe par l'un de ses participants) 8,70
Wagner Richard : Lettres à Hans de Bulow (rare) 9.70
Walker et Fletcher : Sexe et société 5,10
Walter Gérard : Histoire du parti communiste 6,70
Zelten Dr R. : Petite histoire des religions 4,10
Zemliak : U.R.S.S. un Etat-patron tout-puissant 9,00
XXX : Pourquoi nous sommes libres penseurs 4,10
— : La Chine d'aujourd'hui (avec 32 photos) 7,00
— : Le crépuscule des magiciens (Ed. rationalistes) .. 16,10
: Dictionnaire rationaliste (520 pages) 41,70

Offre du trimestre (janvier - mars 66)

CONNAISSANCE DE PIERRE KROPOTKINE

Deux volumes et dix brochures

PIERRE KROPOTKINE
LE PRINCE ANARCHISTE

par G. Woodkock et I. Avakoumovitch

Sa jeunesse — L'explorateur — Le converti — L'agitateur — Le Jésus blanc — Le voyageur — L'écrivain — L'exilé — Le sage délaissé — Le prophète — (suivi d'une biblio graphie et d'un index des noms cités) 364 pages. 9 F fco

KROPOTKINE par F. Planche et J. Delphy

Descendant des princes de Smolensk — Page de l'empereur — Savant illustre — Révolutionnaire international — Vulgarisateur de la pensée anarchiste.

de nombreux portraits, bois gravés et dessins

208 pages ..... 6 F fco

avec DIX brochures de Kropotkine dont certaines éditées du temps de l'auteur

comprenant les études suivantes : L'ordre, les minorités révolutionnaires, la guerre — La prochaine révolution, les droits politiques — La loi et l'autorité — La morale anarchiste — Le salariat — L'esprit de révolte — Communisme et anarchie — La commune, la Commune de Paris — L'action anarchiste dans la révolution — La révolution sera-t-elle collectiviste ?

LA SERIE COMPLETE — FRANCO : 10 FR.

PANORAMA DU MONDE

III. — COURT HISTORIQUE DU MOUVEMENT BULGARE (suite)

EN 1916, la Bulgarie est entraînée par le roi Ferdinand dans la guerre aux côtés des Allemands. Beaucoup d'anarchistes refusèrent d'y participer et, pour éviter de se faire fusiller, ils entrèrent en clandestinité. Des extraits du journal personnel inédit de Getchev nous montrent le drame qui déchirait le jeune libertaire à l'approche de l'appel dans l'armée. Ce drame trouva son dénouement dans le refus catégorique. Le 17 avril 1917 Getchev adressa une déclaration au chef de la 10e circonscription militaire de Hascovo. Elle se termine ainsi :

« Je ne veux ni ne puis participer soit directement soit indirectement à la tuerie d'hommes aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Inutile de me chercher. »

A partir de ce moment commence sa vie illégale.

La vie clandestine entraîne une série d'actes qualifiés par la loi de criminels aboutissant, en 1918, à un grand procès militaire contre les anarchistes, où Getchev figure, avec Cheïtanov et une quarantaine de militants, comme l'un des principaux accusés.

Au début de 1919 commence à reparaître le journal *Rabotnitcheske Missal* (pensée ouvrière). Les libertaires bulgares prennent une position bien déterminée pour la participation active aux luttes sociales et ouvrières. Le mouvement s'oriente de façon décisive vers une tendance nettement organisatrice. Au milieu de juin 1919 prend naissance la Fédération anarchiste-communiste à son congrès constitutif qui se tient légalement à Sofia. Elle lance son organe hebdomadaire *Probouda* (Réveil). Getchev, vivant toujours en clandestinité, collabore aux deux journaux. Ses articles de cette époque sont fortement influencés par la puissante personnalité de Cheïtanov par son style incisif et extrêmement combatif. Dans son activité illégale Getchev fait partie du groupe terroriste de Vassil Ikonomov.

Lors d'un séjour un peu plus prolongé à Hascovo, Getchev se met en rapports avec le révolté populaire Ivan Delev (né en 1895 ou 1896) qui venait de s'évader de la prison de Plovdiv où il fut condamné à mort pour ses activités antimilitaristes. Delev se cachait dans les montagnes de la région. Ainsi, ils formèrent le premier groupe

En vente :

U.R.S.S.
ÉTAT - PATRON TOUT - PUISSANT
par ZEMLIAK
Prix du volume, 8 F. - franco 9 F.

(tcheta) de partisans en Bulgarie dans la période d'après-guerre. Nous disposons du récit inédit des activités révolutionnaires de ce groupe dont la censure du régime actuel refuse la publication en qualifiant de bandits les premiers vrais maquisards en Bulgarie, voulant garder pour le parti communiste le monopole même dans cette tactique de lutte foncièrement antimarxiste et que seuls les anarchistes pratiquaient.

Entre 1921 et 1923, le groupe de Vassil Ikonomov réalisa une série d'actes terroristes et d'expropriations dont la plus importante fut celle de la société Orient-tabaco (capitaux étrangers) qui rapporta une somme considérable employée entièrement pour l'achat d'une imprimerie du mouvement et l'organisation d'une maison d'édition. Ce groupe publie au nom de la Fédération anarchiste-communiste le journal clandestin *Anarchiste* où chaque acte perpétré était annoncé, le groupe en assumant ouvertement la responsabilité. Getchev participa à ces actes et dirigea le journal. Indépendamment de ce genre d'activités illégales, la Fédération anarchiste-communiste faisait légalement sa propagande, publiant un hebdomadaire (Pensée ouvrière), une revue idéologique mensuelle (Société libre) et organisant des meetings et des réunions publiques. Getchev colloborait régulièrement aux publications des livres et des brochures du mouvement.

Mais Getchev fut aussi l'un des premiers à se rendre compte du caractère démoralisateur et de l'inefficacité réelle des expropriations individuelles, en contradiction flagrante, de plus, avec la morale sublime de l'anarchisme et portant des préjudices irréparables au mouvement plutôt que de le servir utilement. Les articles qu'il publia à ce sujet jouèrent un rôle important dans la nouvelle orientation que le mouvement libertaire prit définitivement à son V^{e} Congrès à Yambol, en janvier 1923. Bien qu'illégal, Getchev y assista et participa à l'élaboration du programme de la Fédération anarchiste-communiste qui revalorisa le principe de l'entraide comme l'unique source des moyens nécessaires pour l'organisation et toutes ses activités.

Le congrès de Yambol marqua l'achèvement d'une évolution fondamentale : l'orientation foncièrement sociale et organisatrice de l'anarchisme bulgare et ouvrit une nouvelle époque qui dure toujours et qui appartient à *la quatrième génération*. Les militants de cette génération de laquelle font partie les hommes de mon âge sont nés entre 1900 et 1910 et ont adhéré aux idées et au mouvement libertaires vers les années 20. Ils sont très nombreux. Getchev y appartenait également. Mais personne ne saurait mieux représenter cette génération et incarner le nouvel esprit du mouvement que Manol Vassev (1898-1958) — militant syndicaliste de valeur et grand tribun populaire qui passa 22 ans en clandestinité, la plupart du temps d'ailleurs dans la ville natale de Getchev, tout en travaillant dans les usines et prenant part à toutes les luttes ouvrières. Il lutta aussi contre le régime actuel et finit sa vie en 1958 à la prison de Sliven, empoisonné à la

veille de sa libération par les bourreaux staliniens. Sa vie combattante extraordinaire fera l'objet d'une publication déjà en préparation.

Mais revenons à Getchev. Immédiatement après le coup d'Etat du 9 juin 1923, la revue *Svobonno Obchtestvo* (Société libre) stigmatisa dans un article de fond l'acte réactionnaire de la clique royale, de la ligue militaire et des mercenaires macédoniens. Cet article portait la signature de Georges Getchev. L'organisation clandestine des Macédoniens le condamna à mort. Pour en éviter l'exécution Getchev se réfugia à Paris où, de plus, il devait assister à un congrès anarchiste international. Il y demeura jusqu'au printemps 1924 et se lia d'amitié avec beaucoup de militants français, espagnols et italiens.

Rentré au pays, il dut se réfugier de nouveau en France, toujours clandestinement, se servant de faux passeports, après l'attentat à la cathédrale du mois d'avril 1925. A l'étranger, Getchev collabora aussi aux journaux libertaires français. Il rentra en Bulgarie en 1928.

L'œuvre la plus importante de la période légale de ses activités et la plus marquante de sa vie est la publication de *Missal i Volia* (Pensée et Volonté), hebdomadaire littéraire qui paraissait régulièrement de 1930 à 1935, lorsque la censure l'a interdit. Ce journal réussit à réunir autour de lui presque tous les écrivains progressistes et de valeur du pays. Getchev s'assura aussi une collaboration internationale et publia un choix d'articles précieux de Malatesta, S. Faure, Grave, Voline, Makhno, etc.

Fidèle à sa conception sur l'organisation proche de celle de Jean Grave, il demeura partisan des groupes d'affinité et n'a pas pu suivre l'évolution ultérieure de la Fédération anarchiste-communiste des années 30-33. Celle-ci fut reconstituée à base d'un programme concret et publia de nouveau, jusqu'en 1935, son hebdomadaire « Pensée ouvrière » et sa revue mensuelle « Société libre », remplacée pour un certain temps, après l'interdiction de la censure, par la revue mensuelle *Nov Sviat* (Monde nouveau).

Cette époque marque la montée de *la cinquième génération* libertaire, idéologiquement formée entre 1930 et 1939 et en partie pendant et immédiatement après la deuxième guerre.

Sans couper ses relations avec le mouvement organisé, Getchev se consacra, d'abord, aux activités de son groupe d'affinité qui publia, en dehors de l'hebdomadaire littéraire, plusieurs brochures de propagande. Ensuite, lorsque le régime profasciste rendit impossible toute activité libertaire, il se consacra à son œuvre littéraire et à la traduction et la publication de grands ouvrages d'écrivains français et russes. C'est de cette époque que date la publication de « Terres défrichées » et de « Don paisible » dont l'auteur, Michel Cholokhof, vient d'être honoré du prix Nobel.

(A suivre.)

G. BALKANSKI.

AUTOPSIE
DE L'IMPRIMÉ

NOUVEAUTES

DE GAULLE OU LA FRANCE ENCHAINEE par *Suzanne Labin.* — Les lecteurs de cette rubrique connaissent Suzanne Labin par les comptes rendus que j'ai donnés au cours des dernières années écoulées. C'est une grande voyageuse et elle parle, outre le français, l'anglais et l'espagnol, langues dans lesquelles elle prononce des conférences dans un grand nombre de pays. Son anticommunisme *systématique* porte tort à mon avis à sa documentation, vaste et sérieuse, et fait penser au berger Guillot qui à force d'appeler au secours à tout propos ne trouva aucune aide lorsque le danger fut réel.

Oh ! je ne veux pas dire que le propos de Suzanne Labin soit fallacieux. Ses avertissements sont pertinents, trop peut-être, car ils donnent l'impression d'un « engagement » poussé à l'extrême. Et chacun sait pourtant que dans le camp pour qui elle milite il n'est pas que des gens rassurants.

Je n'ai pu donner l'aperçu critique de ses deux dernières productions : *Vietnam, révélations d'un témoin* paru aux « Editions latines » dans lequel elle prenait parti pour la famille Diem, dont le sort fut tragique, mais qui pour sa part n'avait pas ménagé ses adversaires, et *La liberté se joue à Saïgon* édité par la *Ligue de la liberté.* Cette fois-ci sur un thème qui rend le même son, il s'agit de De Gaulle et de sa politique étrangère. Valse hésitation au bénéfice du communisme des bras de Ben Bella — avant sa disparition — à ceux de Kossyguine, en passant par les asiatiques Mao et l'oncle Ho. Pourquoi ce choix du président français, qui s'accompagne, écrit l'auteur, d'avanies largement dispensées à l'autre camp ? Après avoir démonté l'argumentation pro-gaullienne, l'auteur répond : parce que De Gaulle c'est De Gaulle et que De Gaulle est comme ça. Aimant jouer les premiers rôles, il serait prêt à s'allier avec le diable !

Je me répète : la documentation est sérieuse, le développement est de parti pris. Et ceci gâche cela. (Une brochure de 40 pages, bien présentée, à la *Ligue de la liberté, 3, rue Thiers, Paris-16e.)*

L'ALGERIE CAPORALISEE ? (suite à l'Algérie qui se cherche) par *Daniel Guérin.* — Nous voici revenus à cet auteur dont nous analysions dans le numéro précédent le livre consacré à l'anarchisme. Il s'agit là d'un problème politique extérieur que le titre, sans équivoque, précise. *L'Algérie qui se cherche,* première étude, c'était celle de Ben Bella. Un chapitre est réservé au président

sous le titre : « Ben Bella, chance de l'Algérie ». Aujourd'hui il est soit dans sa tombe, soit calfeutré dans une ergastule saharienne secrète. Ce genre de disparition d'un homme politique occupant une place éminente dans le « jeu mondial » est ahurissante. Aucun de ses confrères, de ses homologues (mot à la mode) ne s'est inquiété *sérieusement* de son sort. Tour de passe-passe politique d'une révolution en chemin qui a la réputation d'être des moins sanglantes.

Les Russes, peu curieux, qui avaient reçu Ben Bella, ont accueilli, après une attente jugée décente, Boumedienne. Mêmes promesses, même soutien ? Je ne suis pas dans le secret des dieux, même des dieux du cirque politique. Dans son premier volume Daniel Guérin juge ainsi l'ancien régime : combinaison de conservatisme autoritaire et de socialisme libertaire. Régime bancal dit-il. Oh, combien ! Encore que la portion de socialisme dit libertaire soit fort mince. Une opposition turbulente semblait devoir se contenter d'un compromis relevant du négoce des marchands de tapis. Le colonel putchiste lui restait attentif ; colonel aux revers militaires il méditait une revanche sur le plan politique. Il l'a prise en militaire le 19 juin 1965. Ce colonel ferait-il du caporalisme ? C'est ce que Guérin examine dans la forte brochure qui fait suite au premier livre et qui, outre une présentation de la question algérienne en ses premières pages, comprend la plupart des articles publiés par notre camarade dans *Combat, l'Action, la Révolution prolétarienne, le Monde libertaire.*

Des documents suivent en appendice : Memorandum sur l'autogestion, Projet de loi sur la réforme agraire, Producteurs ou marchandises, Organisation de la résistance populaire qui complètent admirablement cette étude sur la situation en Algérie. Dans cette Algérie « ...où le peuple algérien, malgré son hostilité à la dictature militaire, est aujourd'hui matériellement exsangue, moralement traumatisé, épuisé par plus de dix ans de luttes, de répressions et, depuis l'indépendance, par trois années de déceptions accumulées ». (Les deux plaquettes, ensemble, franco : 9 F 90.)

LIVRES MOINS RECENTS

CIVILISATION EN SURSIS par *Alexandre Marc.* — Ce livre a dix ans. Dix ans durant lesquels les progrès scientifiques ont fait un bond énorme. Edité par une maison où les tendances catholiques sont à l'honneur il tranche sur sa production habituelle et je n'hésiterai pas à en recommander la lecture à ceux de nos lecteurs qui ne sont pas obnubilés par une idée fixe, avides de se renseigner et qui aiment les auteurs fouillant le sujet qu'ils traitent, n'écartant pas avec dédain ou passant sous silence les thèses qui leur sont hostiles.

Je crois que vous trouverez dans ce numéro 131 un chapitre de *Civilisation en sursis* qui prouve ce que j'avance car Alexandre Marc n'est ni un libertaire ni un communiste à la manière russe, mais il ne saurait traiter par le mépris Proudhon et Marx.

Son objet dans ce livre est de présenter *l'Europe,* pour lui seule solution. L'Europe ! elle est bien diverse. Il y a celle de M. Jean Monnet, de M. Halstein, de M. Ch. de Gaulle. Et si différentes ! Celle d'Alexandre Marc se recommande du fédéralisme, ce qui est une raison de plus pour intéresser beaucoup de lecteurs de ce périodique. « *C'est l'idée révolutionnaire qui fait les révolutions. La révolution commence dès le moment qu'on la désire. L'espèce d'ordre inhumain dont nous sommes menacés commencera à fléchir dès que vous ne croirez plus en lui* », cette citation de Bernanos *(la Liberté — Pourquoi faire ?)* amène tout naturellement vingt pages plus loin la conclusion du livre : « *Lorsque le combat pour le fédéralisme qui exigera sacrifices, intransigence et rigueur, se confondra aux yeux de toutes les victimes du désordre établi, avec le combat pour le salut de l'Homme, de l'homme libre et responsable, nous serons tout près de la victoire.* » (Un volume de 316 pages. grand format, voir le petit placard inseré à la page 16.)

MAMAN JONES, traduit de l'anglais par *Colette Audry et Marina Stalio.* — Il s'agit d'une autobiographie. Bien peu de Français, même parmi ceux qui s'occupent de syndicalisme, connaissent cette belle figure, surnommée Maman Jones, qui écrivit ses *Mémoires* à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Elle était fille d'émigrés irlandais, était née à Cork — cette ville célèbre par la dramatique mort de son lord-maire qui périt à la suite d'une grève de la faim menée jusqu'au bout (59 jours, je crois me souvenir). Un drame familial la frappa à l'approche de la quarantaine. Son mari et ses quatre enfants périrent de la fièvre jaune. Elle crut les suivre en s'installant au chevet des victimes de l'épidémie ; la maladie l'épargna. S'établissant couturière à Chicago, elle adhéra au mouvement des Chevaliers du Travail qui devait précéder aux U.S.A. le mouvement syndical. Ce fut pour elle l'occasion de participer par la suite, durant un demi-siècle, à l'agitation ouvrière.

Elle expose dans ces *Mémoires* les raisons et le déroulement de la tragédie de Haymarket Square provoquée par un certain Schnaubelt qui lança une bombe dans les rangs des policiers qui chargeaient. Furent pendus les anarchistes de Chicago qui menaient campagne pour la journée de huit heures. Sept ans après leur innocence était proclamée par le gouverneur Altgeld qui grâciait les trois militants échappés au gibet.

Puis c'est une longue vie d'agitatrice où se mêle le courage et l'obstination ; parfois la cocasserie. Ainsi : réunion dans les bois avec les mineurs de Kelly Creek. Deux mouchards jabotent. « J'ai envie de pendre cette vieille femme à un arbre » dit l'un. « Je tirerai sur la corde » fait l'autre. Au moment de prendre la parole Maman Jones s'adosse à un arbre et dit calmement en fixant les deux intrus : « Vous avez dit que vous aviez envie de pendre la vieille femme. Me voilà et voilà l'arbre. Apportez votre corde et pendez-moi. » Le syndicat de la ville minière fut ainsi constitué dans l'heure.

Dialogue avec le président Taft auquel elle demandait de grâcier des prisonniers frappés à l'occasion d'une lutte difficile contre les accapareurs du pétrole :

— *Taft :* Maman Jones vous me faites peur. Si je remettais le droit de grâce entre vos mains je crois bien qu'il ne resterait plus personne en prison.

— *Maman Jones :* Monsieur le président, si le pays employait la moitié de l'argent et des forces destinés aux prisons, à donner aux hommes leurs chances dans la vie, il y aurait moins de prisonniers à libérer.

Il en est ainsi de tout le livre pour un temps où le syndicalisme américain avait une autre gueule — excusez du terme — qu'aujourd'hui. (Un volume, sous jaquette, franco 6 F 10.)

PEER-LAVIRGULE.

NOUS AVONS REÇU. — *De notre collaborateur* Domenico Pastorello *(en langue italienne « Lalage », « Sei Fiabe ».* De Pierre Aubery *une fort intéressante étude sur « Mécislas Golberg, anarchiste ». Et* Crayon d'amour *par Henri Lavagne publié par la revue* Le Passant.

Opinions et dialogues

NOUVEL AN

Misan. — *Que d'hypocrisie et de mensonges dans ces vœux de bonne année, bonne santé, prospérité, bonheur, que se renvoient mutuellement nos frères et sœurs en fourberie !*

Philo. — *Pourquoi cet accès de mauvaise humeur. L'homme jalonne le néant de son existence par une activité qui lui donne l'illusion d'être quelque chose et de pouvoir influencer, peu ou prou, le cours des événements. Rien ne prouve d'ailleurs que l'optimisme ne soit pas une cause de réussite dans les entreprises humaines et les vœux de bonheur ne peuvent que...*

Misan. — *Que duper les niais qui s'y laissent prendre. Pour ma part je ne souhaite rien, car si je fourmulais des souhaits et qu'ils se réalisent, quel vide sur la planète, mon cher ami, quel vide...*

Philo. — *Oui, je vous comprends, mais vous n'êtes pas le seul à penser ainsi et, si tous les vœux meurtriers se réalisaient, vous en seriez autant victime que les autres et peut-être ne resterait-il aucun humain vivant sur la machine ronde.*

Misan. — *J'en suis certain, car même les amants heureux font, sans aucun doute, des envieux qui ne leur souhaitent ni bonheur ni longue vie, ni...*

Philo. — *N'exagérons rien. Je voulais simplement dire que notre espèce étant combative de par sa nature il était normal qu'elle désire écarter les obstacles contrariant ses*

projets, c'est-à-dire, quelquefois, bon nombre de ses semblables. Mais s'il en avait été toujours ainsi, en tout temps et en tous lieux, l'humanité n'eût pas évolué et nous serions encore, pauvres hordes errantes, dispersés, faibles et misérables dans une nature hostile à notre sécurité. Donc les désirs de fraternité et d'entraide l'ont emporté, et de loin, sur ceux de la haine et du meurtre.

Misan. — *Nous nous égarons car il s'agissait surtout des vœux plus ou moins sincères du nouvel an. Remarquons à ce sujet que ce moment a été mal choisi et qu'il eût mieux valu le situer au printemps avec le renouveau de la nature, l'éclosion des fleurs, la promesse des fruits, l'allongement des jours et les premières caresses de l'astre générateur de toute vie.*

Philo. — *La raison et les coutumes ne vont pas toujours de pair. Les croyances sont tenaces. Nos révolutionnaires de 93 firent commencer l'année par Vendémiaire (vendanges), en automne, ce qui ne marquait pas un commencement mais une fin. Ils auraient dû, avec un peu plus de logique, la faire débuter par Germinal qui évoquait l'éveil de la nature. D'autres peuples, tout aussi irrationnels d'ailleurs, tels les Egyptiens, les Chaldéens, les Perses, la faisaient également commencer en automne, tandis qu'en France, avant Charles IX, elle commençait à Pâques, c'est-à-dire en mars. Il serait, d'autre part, intéressant de connaître et de comparer tous les calendriers imaginés par les peuples passés et présents doués d'imagination et d'esprit d'observation. Leur conception du temps nous éclairerait quelque peu sur leur psychologie ainsi que sur leur connaissance et interprétation des cycles cosmiques.*

Misan. — *Oui, le savoir est souvent en rapport avec le degré d'évolution d'un peuple, mais pas toujours avec son pacifisme ou son agressivité.*

Philo. — *C'est exact, mais un plus grand savoir peut atténuer grandement ce bellicisme régressif. C'est en tout cas le meilleur vœu que je puisse faire en ce début d'année.*

Misan. — *Encore un vœu voué probablement comme tous les autres à la stérilité. Que de vœux ! Que de vœux !...*

IXIGREC.

FOYER INDIVIDUALISTE D'ETUDES SOCIALES

Dimanche 20 février à 14 h 30, au Saint-Séverin (salle du sous-sol), 3, place St-Michel (métro : St-Michel) :

CONFERENCE DE YVES GALIFRET

du *Collège de France,* sous-directeur au laboratoire de neurophysiologie générale ; sur : *De l'étude de l'âme à la neurophysique moderne.* (Voir page 34 le programme des réunions du vendredi.)

LA LOI D'AIRAIN DES SALAIRES

La plus brûlante des questions est incontestablement celle des salaires. Autour d'elle, on a énoncé les principes les plus élevés, sans cependant que la pratique cesse de leur infliger le plus catégorique des démentis. C'est que la question des salaires contient tout le problème social. Qu'est-ce que le salaire ? C'est la rémunération du travail. Mais cette rémunération du travail représente quelle proportion du produit du travail ? Cette proportion a-t-elle tendance à augmenter ou à diminuer ? Existe-t-il un critère normal ? Autant de questions auxquelles on évite de répondre. En fait, il semble que l'on en soit toujours au salaire défini par Turgot, vers la fin du XVIII[e] siècle :

« Le simple ouvrier, qui n'a' que ses bras et son industrie, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Il la vend plus ou moins cher ; mais ce prix, plus ou moins haut, ne dépend pas de lui seul ; il résulte de l'accord qu'il fait avec celui qui paie son travail. Celui-ci le paie le moins cher qu'il peut, comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille à bon marché. Les ouvriers sont donc obligés de baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il nous arrive et il arrive que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance. »

Du temps de Turgot, c'était déjà une très vieille vérité, elle a un siècle et demi d'âge, mais elle est toujours la vérité. On a fait autour du salaire et du travail de grandes phrases, pour encourager les esclaves à porter leur joug. Mais il arrive toujours « que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance ».

Sur le plan de la production, il y a trois éléments : 1° l'argent ; 2° l'outil ; 3° le travail. Le possesseur de l'argent en prête, contre bénéfice, au possesseur de l'outil, soit pour le paiement de l'outil, soit pour l'achat de la matière première, soit pour l'avance sur le travail ; le travailleur ne possède ni argent, ni outil, il ne possède que sa capacité de travail. C'est lorsqu'il offre ses services que se détermine le salaire. En fait, les deux premiers éléments tirent leur existence du produit du travail, par le prélèvement d'une partie du produit du travail qu'ils ne restituent pas au travailleur. Plus ce produit se multiplie et plus s'accroît le bénéfice prélevé sur le travail. Le capital financier et le capital industriel ont besoin du travail pour exister et prospérer. Sur le plan pratique, ils peuvent discuter et attendre que le besoin oblige le vendeur de travail à accepter leurs conditions. Le travailleur ne possède pas de réserves, puisqu'il ne gagne « que ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance ». Sa vie dépend de l'exercice immédiat de son travail. Il se trouve toujours en état d'infériorité vis à vis des propriétaires des moyens de production. Il y a donc une inégalité de situation entre le patron et le travailleur. Plus elle est

grande, moindre sera le salaire. Le montant du salaire est fonction du rapport des forces du capital et du travail en présence.

Depuis longtemps les ouvriers ont compris cette loi impitoyable et se sont efforcés de renforcer leur position. Ils se sont groupés. Ils ont élaboré des règlements, ils se sont imposé des disciplines. Ils se sont constitué des réserves pour atténuer les rigueurs de la loi de l'offre et de la demande. Ils se sont assurés contre le chômage. Ils ont tenté d'égaliser les forces. Pour cela ils ont fondé leurs syndicats.

Mais ils ne se sont pas bornés à améliorer les conditions de salaires, ils ont également dénoncé le caractère abusif de la propriété privée des moyens de production. A un siècle de distance, la Déclaration de Principes de Quaregnon répond à la loi du salaire de Turgot :

« Les richesses en général (et spécialement les moyens de production) sont ou des agents naturels ou le fruit du travail manuel et cérébral des générations antérieures, aussi bien que de la génération actuelle ; elles doivent, par conséquent, être considérées comme le patrimoine de l'humanité.

» Le droit à la jouissance de ce patrimoine, par des individus ou par des groupes, ne peut avoir d'autre fondement que l'utilité sociale, et d'autre but que d'assurer, à tout être humain, la plus grande somme possible de liberté et de bien-être. »

Cette déclaration apporte une lumière toute nouvelle sur les rapports entre le capital et le travail, entre la plus-value et le salaire. Seul le travail est utile et fécond, seul il est légitime, seul il correspond aux intérêts de la collectivité. C'est l'affirmation de la primauté du travail. Dès lors, le salaire n'est plus à déterminer en rapport avec les intérêts du capital, mais ce sont, en attendant la refonte complète du système économique, les intérêts qui sont à déterminer en rapport avec les salaires. Ceux-ci passant avant ceux-là.

Mais nous sommes loin de compte. La pratique est encore loin de la théorie. C'est toujours l'argent qui domine le monde. Et la production se fait toujours en fonction des bénéfices capitalistes qu'elle procure. L'humanité pourrait périr faute d'un produit. Personne ne songerait à l'assurer s'il ne procurait pas les intérêts exigés. Et c'est pourquoi c'est toujours la thèse de Turgot qui prévaut sur les principes socialistes. Ce n'est pas très reluisant pour l'humanité, mais c'est comme ça.

Les travailleurs, qui sont les seuls artisans de toute richesse, sont toujours les parias. Sans cesse le pouvoir d'achat de leurs salaires est menacé. Heureusement, ils ont réussi, au travers de leurs organisations syndicales, à se défendre efficacement et à ne pas trop se laisser distancer dans la course des prix et des salaires. Mais, malgré cela, dans l'ensemble, ils continuent à être battus. Cette incapacité pour les travailleurs de battre le capitalisme — et également le parasitisme étatique, dont le poids

augmente chaque jour — conduit certains dirigeants syndicalistes à modifier leur tactique, c'est-à-dire à agir sur les prix au lieu d'agir sur les salaires. Sur le plan syndical, cette tactique est d'application impossible. Elle ne serait possible que si, sur le marché du travail, le salaire était traduit en produits au lieu d'être traduit en argent. Aussi longtemps qu'il est traduit en argent, il n'y a qu'une façon d'assurer la valeur réelle du salaire, c'est d'en déterminer le montant d'après la valeur des produits.

Je sais bien qu'il y a un autre moyen, mais nous abandonnons le plan syndical. Il y a la politique « des prix et salaires », c'est-à-dire le dirigisme de l'économie. Ce qui est du domaine de la politique. C'est le gouvernement qui en tient les commandes et délimite les rôles de chacun. Mais, le gouvernement représente un complexe économique et social extrêmement conservateur appelé : l'intérêt national. Et cet intérêt national est précisément l'intérêt du capitalisme, c'est-à-dire le contraire de l'intérêt du travail. Cette politique est appliquée dans tous les pays à l'heure actuelle. Dans tous les pays également elle consiste à immobiliser les salaires et à « contrôler » les prix. Dans tous les pays encore, on constate que l'immobilisation des salaires n'empêche nullement les prix d'aller de l'avant, alors que, déjà, du fait de l'héritage de la guerre, ils avaient une avance formidable sur les salaires.

S'il avait fallu une preuve que « ce ne sont pas les hausses de salaires qui précèdent les hausses des prix », mais bien au contraire, les mesures de blocage de salaires dans plusieurs pays en auraient fait lumineusement la démonstration. Il n'y a guère que les produits de rationnement, largement subventionnés, qui puissent être tenus en bride. Les autres échappent pratiquement à toute contrainte. Parce que, même lorsqu'une action est impossible sur les prix, elle se rattrape sur le façonnage et la qualité. Mais nous ne voulons pas prétendre qu'une augmentation des salaires n'incite pas le capitalisme à augmenter le prix des produits. Il le fait et toujours dans une proportion plus élevée. Parce qu'il veut maintenir le standing de vie de la classe ouvrière le plus bas possible. S'il ne le faisait pas, cela voudrait dire qu'il abandonne au travailleur une partie de ses bénéfices. Et cela, vraiment, il ne le fera que contraint par la force. Mais le travailleur doit, sous peine d'une déchéance progressive et continue, redresser périodiquement son salaire s'il veut maintenir son pouvoir d'achat. Parce que le capitalisme a une tendance naturelle à vouloir augmenter sa part de bénéfice.

La production s'est considérablement accrue au cours de ces cinquante dernières années, au point de provoquer un déséquilibre constant entre la production et les moyens d'achat, déséquilibre qui se traduit par des crises économiques et la guerre : leur conséquence logique. Ne peut échapper à personne, la contradiction qui réside entre cet accroissement de la production et la misère de plus en plus grande qui étreint le monde. Ce paradoxe est devenu un axiome, c'est que l'abondance est l'ennemi de la satiété.

Cette seule constatation devrait déplacer les responsabilités dans les conséquences de la course des prix et des salaires. La responsabilité ne peut être jetée sur les épaules des travailleurs qui, non seulement exigent des salaires réels de plus en plus élevés, défendent leurs droits, mais leur vie. La responsabilité en incombe au capitalisme seul, dont le volume et les besoins ont pris des proportions monstrueuses. On évalue, pour les Etats-Unis seuls, les bénéfices nets réalisés pendant la guerre 1940-1945, à deux mille milliards ! Est-ce que ce sont ces petits francs-là que les travailleurs doivent défendre au prix des pires renoncements.

La véritable solution du problème implique la restitution au travailleur des moyens de production et le produit du travail de tous à la collectivité. Egalité dans la peine, égalité dans la jouissance.

En attendant l'établissement d'un état social qui assure ainsi à tous le droit à la vie et au bonheur, il faut que les travailleurs battent les capitalistes sur leur propre terrain, celui des salaires. Ils font monter les prix, faisons monter les salaires.

Jean DE BOE.

Cinéma — Théâtre — Galas

THEATRE MUNICIPAL GERARD-PHILIPE (59, boulevard Jules-Guesde, St-Denis). — Le Franc-Théâtre y présente la pièce pacifiste : *Le brave soldat Sveik* au cours de 20 représentations exceptionnelles.

Séances à 20 h 30 les 27, 28 29 janvier, les 3, 4, 5, 10, 11, 12 février ; à 19 h 30 le 9 février. *Séances* à 15 h le 30 janvier et les : 6 et 13 février. Participation aux frais très raisonnable.

Réunions

FOYER INDIVIDUALISTE D'ETUDES SOCIALES. — Séances le vendredi à 20 h 45, au Saint-Séverin (salle du sous-sol), 3, place Saint-Michel (métro : St-Michel).

Vendredi 28 janvier : Naissance et évolution d'une collectivité dans un village de Catalogne par Garcia Torres. — *Vendredi 11 février :* Les diversités de la poésie. — *Vendredi 18 février :* Colloque autour de Han Ryner. (Voir page 30 l'annonce de la conférence Galifret.)

A TOUS LES AMIS DE L'EST DE LA FRANCE. — Dans le but de mieux se connaître, ensuite d'examiner leurs moyens d'action et possibilités régionales, enfin de coordonner leur travail de militants libertaires, des camarades de NANCY, METZ et THIONVILLE envisagent la tenue d'une rencontre très prochainement. Tous les amis encore inconnus sont invités à participer à cette réunion qui doit être le départ d'un renouveau dans l'Est. Pour tous renseignements, prises de contact et suggestions, écrire à : *L. Piron, 19, promenade Leclerc. Thionville-57.*

BILAN FINANCIER

(fin novembre 1964-fin novembre 1965)

DEPENSES

Papier-journal	675,50
— d° — couleur et glacé	380,84
Impression (15 numéros)	6 540,00
Clichés (anciens ou prêtés décomptés)	587,36
Achat « Multiplex » et matériel	446,00
Locations réserves	967,00
Correspondance et envois P.T.T. (sauf librairie).	1 246,20
Prospection : Imprimés divers	84,50
— d° — : frais de poste	940,00
Menus frais divers inévitables	416,50
Total des dépenses :	12 283,90

RECETTES

Abonnements (714 × 10)	7 140,00
Souscriptions (coup d'épaule)	3 677,78
Ventes de livres du fonds + excédents	1 240,00
Apport personnel (valeur 200 abonnements)	2 000,00
Total des recettes	14 057,78
Encaisse au 1er décembre 1965	1 773,88

Ce bilan nécessite quelques observations. Primo, *côté recettes : le nombre des abonnements n'a pas atteint celui qui était attendu ; il s'en est fallu de 286 unités. Par contre le total de la souscription est important. Il faut noter qu'il s'agissait d'un « second souffle » et qu'ont été portés en « coup d'épaule » le produit de beaucoup d'abonnements en retard et aussi le règlement de livres, offerts dans notre esprit. Le produit de la vente des livres paraîtra mince. Elle est supérieure en réalité si l'on compte les achats importants d'ouvrages divers, portés très souvent au catalogue, et que nous avons ainsi sous la main en cas de commande. L'apport personnel, promis dans la circulaire envoyée en novembre 1964, justifie l'encaisse en fin d'exercice.*

Secundo, *côté dépenses. Le journal est administré rigoureusement. L'administration de « papa » en quelque sorte. L'achat du Multiplex fut indispensable. Il a permis à moindres frais la confection des adresses d'abonnés et de quelques tracts ou convocations de circonstance. Il servira à nouveau cette année et les années prochaines. Il n'existe pas de frais de transports ; ils se font à dos d'homme — celui de l'animateur — ou encore lorsque un camarade obligeant use de sa voiture. La grosse dépense, la pièce de bœuf pour employer l'argot d'imprimerie, c'est la prospection.*

Un mot à son sujet. Près de 20 000 envois (il s'agit bien de vingt mille) ont été faits, suite à l'opération « boule-de-neige » et autres adresses communiquées par

des amis bien placés pour nous les fournir. Que les uns et les autres soient ici remerciés au passage et qu'ils n'hésitent pas à continuer à nous désigner ainsi des « possibles ». Les envois ont été répétés deux, trois, quatre et jusqu'à dix fois. La récolte s'amorce avec ce début d'année. De toute façon ce travail long, fastidieux, qui paraît décevant est sans conteste d'une grande utilité. A quoi sert de tirer un journal s'il n'est lu qu'entre soi, s'il ne touche que des convaincus.

Selon mon opinion ces convaincus : collaborateurs et abonnés constituent le point d'appui indispensable. Ils assurent la confection et la solidité financière de l'entreprise. La diffusion aux alentours — pas chez l'adversaire elle est inutile — ne fera peut-être pas des convaincus mais, à tout le moins, des sympathiques. Et cela est important.

En définitive vu l'encaisse actuelle et les encouragements qui pleuvent (au point de risquer la crue) j'ai pris le risque de porter à 36 pages Contre-courant. *Cela veut dire que les dépenses augmenteront d'environ 33 % sur le papier et l'impression, deux postes importants ; donc qu'il faudra annoncer le millième abonné en cours d'année...*

J'y crois !

L'animateur de « Contre-courant ».

CONTRE COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Rédaction
Louis LOUVET
24-26, rue Pierre-Leroux
PARIS-7e

Téléphone : SEGUR 09-68

TARIF
DES ABONNEMENTS

Abonnement simple. 10 f.
Abon. hors frontière. 11 f.

La série doit normalement comprendre 15 numéros et 480 pages (sans doute plus). Les abonnements partent du 5 janvier 1966
(Rappel du chèque postal : Louis Louvet, 880-87-Paris)

COLLECTIONS 1965 : Nous avons à disposition des collections complètes de l'année 1965 : 15 numéros plus *Les Preuves* (Le parlement aux mains des banques) de Rassinier. ENVOI FRANCO : 10 f.

Directeur de la publication : Louis LOUVET
Paris — Imp. La Ruche Ouvrière — 10, r. de Montmorency (3e)